

*Initiatives ministérielles*

**M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.):** Madame la Présidente, aujourd'hui, nous débattons les mérites du renvoi de nos soldats en Bosnie, pas pour une autre mission de maintien de la paix, mais pour ce qu'on peut appeler une mission de mise en oeuvre de l'accord de paix. Le Canada devrait-il envoyer des soldats dans le cadre d'une mission de l'OTAN pour tenter de stabiliser la région qu'on désigne comme étant l'ancienne Yougoslavie? Voilà la question.

Nous devrions penser avant tout aux casques bleus. Trop souvent, ils deviennent des personnes sans visage et sans nom qui sont envoyées à l'étranger pour maintenir une paix fragile. Eh bien, ce ne sont pas des personnes sans visage et sans nom pour moi. J'ai rencontré plusieurs des casques bleus et un grand nombre de leurs familles. Je sais que le rôle de casque bleu ébranle sérieusement les gens et leurs familles. Je peux seulement imaginer le stress qu'ils doivent subir.

J'admire les hommes et les femmes qui ont représenté les Canadiens dans des missions de maintien de la paix et, parfois, dans des missions de rétablissement de la paix. Nous avons quelques-uns des meilleurs casques bleus au monde. Ils ont accompli un travail magnifique, malgré l'adversité. Ils ont été obligés de se débrouiller avec du matériel qui est loin d'être satisfaisant. Les soldats canadiens sont habitués depuis longtemps à improviser et à se débrouiller avec du matériel désuet et qui ne convient pas à la tâche qu'ils doivent accomplir. Nos soldats poursuivent cette tradition avec une fierté considérable et justifiable. Ils remettent en état, modifient et réparent du matériel que d'autres abandonneraient de désespoir. Pendant que nos militaires s'enorgueillissent de se débrouiller avec du matériel inadéquat, ce matériel est également une source de stress et de frustration pour les casques bleus et leurs familles. Nos soldats ne devraient pas devoir faire face à des situations tendues comme celle-là sans être dotés du meilleur matériel qui soit.

Nos soldats sont également forcés d'endurer des dirigeants qui sont loin d'être satisfaisants. La crise des dirigeants au MDN a des conséquences négatives sur les soldats. L'affaire de la Somalie a manifestement exposé cette crise au grand jour. À mon avis, nous ne devrions pas déployer d'autres soldats tant que la crise des dirigeants ne sera pas réglée.

En outre, des notes en provenance du MDN nous parlent d'une crise dans le moral des troupes. On explique, dans ces documents, que le fardeau d'un déploiement rapide et prolongé est l'une des principales causes. Les déploiements successifs de nos militaires ont conduit à leur épuisement. Certains soldats ont été affectés à trois ou quatre reprises en Croatie ou en Bosnie, et tout cela contribue au faible moral des soldats et de leurs familles. Le stress n'a jamais été aussi fort, ce qui entraîne la dislocation de familles, la consommation d'alcool, des dépressions, des tentatives de suicide, voire des suicides.

• (2020)

On recommande de parvenir à un meilleur équilibre entre les périodes d'affectation et les périodes passées au Canada. Pourtant, le gouvernement ne tient pas compte du bien-être des

troupes canadiennes lorsqu'on conclut des accords internationaux de maintien de la paix. Nos troupes méritent un meilleur traitement de la part du gouvernement et des échelons supérieurs des Forces canadiennes.

Il est donc important de se demander pourquoi ce débat n'en est pas un. Cette mission en Bosnie met en jeu la vie de Canadiens. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de soumettre cette question à un vote libre à la Chambre? Je ne veux pas parler d'un vote libre comme le premier ministre l'entend. En effet, pour le premier ministre, tenir un vote libre, c'est demander aux députés libéraux de voter comme bon leur semble, pourvu qu'ils votent exactement comme il leur dit de le faire. Pour moi, ce n'est pas un vote libre, ce n'est pas l'interprétation que j'en fais. Pourquoi ne pas avoir un vote libre dans le cadre duquel les députés voteraient en fonction du point de vue majoritaire de leurs électeurs?

Ce débat n'est que de la frime, et je suis persuadé qu'on a déjà pris la décision de déployer ou non des troupes. Ainsi, le fait que j'exprime mes craintes et mon appui face à cette mission a très peu d'importance pour le gouvernement. En fait, nos observations n'influenceront pas ou presque la décision du gouvernement au sujet de cette mission. J'espère que nous pourrions influencer de futurs déploiements de troupes dans le cadre de missions de maintien ou d'imposition de la paix.

Pour en revenir à cette mission, cependant, on a fixé à 12 mois la période d'intervention de l'OTAN. Par la suite, l'OTAN entend se retirer de la région et transmettre les pouvoirs à une autre autorité. Il y a des questions évidentes qui se posent à partir de cette vague description de ce qui pourrait se produire ou va se produire. Que va-t-il se passer après 12 mois? Si on transfère les pouvoirs à une autre autorité, de qui s'agira-t-il? Si cette nouvelle organisation est incapable de s'acquitter de la tâche, va-t-on maintenir les troupes de l'OTAN là-bas indéfiniment?

Le premier ministre a déclaré que si nous voulions vraiment la paix, nous devrions être prêts à rester sur place aussi longtemps que nécessaire. Est-il disposé à maintenir des troupes en Bosnie après l'expiration du mandat de 12 mois? Il semble que oui. Va-t-il nous préciser pour combien de temps alors?

Nous savons également très peu de choses au sujet de la mission elle-même. Combien va-t-elle coûter? Combien de soldats va-t-on déployer? Quel rôle les Canadiens doivent-ils jouer? Nous ne connaissons pas les réponses à ces questions, car le gouvernement refuse de nous donner les renseignements voulus. Comment sommes-nous censés discuter de cette question et nous prononcer là-dessus sans disposer de tous les faits?

En ce qui concerne les coûts, le ministère a précisé dans le cadre d'une séance d'information qu'ils pourraient varier entre deux millions et 75 millions de dollars. C'est incroyable. Normalement, lorsqu'on fait des prévisions, il peut y avoir une marge d'erreur de 10 ou 15 p. 100, mais dans le cas du gouvernement libéral, c'est une marge de 3 800 p. 100. En plus d'être vague, ce chiffre ne porte que sur les dépenses du ministère de la Défense. Qu'en est-il de celles du ministère des Affaires étrangères? Y a-t-il un plafond? Dans l'affirmative, à combien s'élève-t-il?